

COOPERATION ENTRE LES COMMISSIONS OUVRIERES DES ASTURIES ET LE COMITE REGIONAL CGT DE LORRAINE

ORGANISMES MAJEURS INTERVENANT DANS LA POLITIQUE DE PROMOTION ECONOMIQUE REGIONALE.

IDEPA :

Institut de Développement Economique de la Principauté des Asturies.

L'objectif d'IDEPA est de favoriser le développement économique équilibré de la Région au travers de la promotion, de la création et de la consolidation d'un tissu d'entreprises diversifié, moderne et compétitif, générateur de richesses et d'emplois. Pour cela il développe une série d'activités et de programmes orientés dans deux directions : captation de nouveaux investissements, et amélioration de la compétitivité des entreprises existantes.

Le rôle de promotion des entreprises de l'IDEPA et de ses outils opérationnels (SRP-Asturgar-Asturex), intègre des activités et des programmes avec différentes composantes ou encore la sensibilisation et la dynamisation, l'information, le conseil, la formation, la promotion et le financement.

Les actions développées par l'IDEPA se regroupent fondamentalement en quatre axes principaux correspondant aux activités couvertes par le champ de l'Accord pour le Développement Economique, la Compétitivité et l'Emploi (A.D.E.C.E.) : Infrastructures Industrielles, Innovation et Développement, Aides à l'Investissement et Internationalisation.

Structure :

- Secteur Economique administratif,
- Secteur Internalisation et captation des investissements,
- Secteur de la Connaissance et de l'Image,
- Secteur de l'Innovation des Entreprises,
- Secteur des projets d'Entreprises.

ASTUREX :

Société de promotion externe de la Principauté des Asturies.

De création récente (février 2007), c'est un pari conjoint du Gouvernement de la Principauté des Asturies, de la Fédération Asturienne du Patronat, des Chambres de Commerce d'Oviedo, Gijon et Aviles, dont l'objectif est de donner naissance à un outil contribuant à faciliter une meilleure présence des entreprises sur les marchés internationaux.

Le rôle d'Asturex est de regrouper dans un seul organisme la coordination et la gestion des services de soutien à la promotion extérieure des entreprises asturiennes, et sa politique est définie dans le Programme de Promotion Externe de la Principauté des Asturies pour 2005-2008, avec pour objectifs généraux :

- la consolidation et l'augmentation du nombre d'entreprises exportatrices, avec un soutien particulier aux PME,
- promouvoir la collaboration entre les entreprises en vue de l'internationalisation,
- accroître les exportations de secteurs et/ou de produits traditionnels,

- susciter et stimuler les exportations dans de nouveaux secteurs et/ou produits,
- renforcer les exportations sur de nouveaux marchés.

Actionnaires :

- le Gouvernement de la Principauté des Asturies,
- la Fédération Asturienne des Entreprises,
- la Chambre du Commerce d'Oviedo,
- la Chambre du Commerce de Gijón,
- la Chambre de Commerce d'Avilés
- CAJASTUR.

S.R.P.

Sociedad Regional de Promocion.

La Société Régionale de Promotion de la Principauté des Asturies (SRP) est une société anonyme dont le capital social, à la suite de diverses extensions, est détenu à 63,37% par la Principauté des Asturies et le reste par des institutions financières et le patronat privé.

Société opérant sur le marché du capital-risque, elle est un instrument financier dont l'objectif fondamental est d'offrir une solution alternative au développement de projets d'intérêt général.

Elle engage sa participation au capital social des entreprises de façon temporaire et minoritaire, ou elle accorde des prêts participatifs dont les conditions et la durée de remboursement sont actés au départ.

Sa stratégie définit 3 lignes d'investissement préférentielles : les projets d'intérêt particulier pour la région, les projets innovants non technologiques, et les projets menés par des entreprises de nature technologique.

S.G.R.

Sociedad de Garantía Reciproca.

L'objectif de la Société de Garantie Réciproque est de faciliter le financement des petites et moyennes entreprises en se portant garante pour elles.

S.O.D.E.C.O.

Sociedad para el Desarrollo de las Comarcas Mineras.

La Société pour le Développement des Bassins Miniers a été constituée à la suite de l'Accord entre l'actuel Institut National de l'Industrie, le gouvernement des Asturies, des syndicats, des partis politiques et des municipalités.

Elle constitue un instrument capital-risque pour le développement économique de la zone minière asturienne, avec pour actionnaires, à 50% chacun, HUNOSA (Entreprise Nationale des Houillères du Nord) et l'Institut de Développement Economique de la Principauté des Asturies à travers la Société Régionale de Promotion (SRP).

L'objectif de SODECO est l'appui à la création d'emplois de substitution à la mine, en assurant le conseil et en offrant des services financiers tant aux nouvelles entreprises qu'aux entreprises existantes, et en collaborant à la création d'infrastructures en vue de faciliter l'implantation de nouvelles entreprises.

En plus de son activité capital-risque, SODECO développe une série de services complémentaires ; ainsi la société agit-elle pour la création et la gestion de pépinières ou centres d'entreprises dans le but de fournir une infrastructure adaptée avec les services nécessaires pour permettre l'installation de petits projets d'entreprises.

De même, la société diffuse-t-elle du conseil pour le démarrage de nouvelles entreprises et l'extension d'autres déjà existantes.

SADIN-INVERSIONES.

C'est un instrument permettant de canaliser le processus de diversification des bassins miniers, offrant un appui financier aux initiatives des entreprises, toujours sous conditions de viabilité des projets ainsi que de leur capacité à générer de l'emploi. La collaboration se concrétise soit à travers une participation directe, mais toujours minoritaire, au capital social, ou à travers un prêt participatif.

CONCERTATION REGIONALE.

A.D.E.C.E.

Acuerdo para el Desarrollo Economico, la Competitividad y el Empleo.
(Accord pour le développement économique, la compétitivité et l'emploi).

Fin 2003, le Gouvernement de la Principauté et les principaux acteurs sociaux et économiques de la région (les organisations syndicales de salariés CC.OO, UGT, et patronale FADE), ont signé l'ADECE, valable pour une période de quatre ans (2004-2007). Dans le cadre de cette négociation le Gouvernement Régional et les syndicats CC.OO et UGT ont signé deux accords : l'Accord pour la défense () du système sanitaire asturien, et l'accord pour le développement du système éducatif.

Les objectifs de l'ADECE : renforcer le développement et la modernisation des entreprises ainsi que l'initiative entrepreneuriale, accroître leur présence sur de nouveaux marchés, augmenter l'emploi de qualité, la cohésion sociale et le développement équilibré du territoire régional.

Le montant des fonds publics engagés dans l'accord s'élève à 73,8 millions d'euros, accompagnés de la mise en place de groupes de suivi pour chaque domaine, ainsi que d'un groupe d'évaluation centrale, tous avec deux objectifs : le suivi des résultats des actions menées, et l'adéquation des mesures avec les évolutions des variables socio-économiques qui caractérisent la région.

L'ADECE est structuré en cinq grands domaines :

- 1/ la promotion économique,
- 2/ la formation et l'emploi,
- 3/ la santé au travail et la prévention des risques,
- 4/ la cohésion sociale,
- 5/ l'investissement public.

La promotion économique

Les stratégies envisagées dans ce chapitre sont orientées vers deux objectifs, d'un côté progresser dans la modernisation et la diversification du tissu productif, en le dotant d'outils de gestion lui permettant d'être plus compétitif, et d'un autre côté favoriser l'installation de nouvelles entreprises et le développement de la culture d'entreprise en appuyant l'investissement productif et la création d'emplois stables et de qualité. Cela dans le cadre de la cohésion sociale et de l'équilibre territorial. Les lignes d'action comprises dans ce chapitre se définissent à leur tour en six parties : les infrastructures, l'innovation et le développement, l'internationalisation, la société de l'information, la culture de l'entreprise et autres actions de soutien aux entreprises.

La formation et l'emploi.

Son objectif est la création d'emplois stables et de qualité, et ce chapitre est formé de cinq parties : l'observatoire des emplois, la formation professionnelle, la promotion de l'emploi stable, la modernisation du service public de l'emploi, et les programmes locaux de l'emploi.

Santé au travail et prévention des risques.

Ce chapitre contient les mesures destinées à garantir l'intégrité physique des travailleurs (ses). Ces mesures sont exposées dans les campagnes de diffusion sur la prévention des risques et la santé au travail, la campagne de sensibilisation dans les entreprises, les équipes de prévention, le plan de rénovation des équipements de travail pour la prévention des risques : plan « Renove », plan de santé et environnement de travail, et enfin la Loi de l'Institut Asturien de Prévention des Risques du travail.

Cohésion sociale.

Les lignes d'action de ce chapitre consistent à vouloir donner à l'ensemble des citoyens (ennes) la possibilité de satisfaire des besoins essentiels minimum, regroupés en deux parties : le logement et le salaire social de base.

Investissement public.

Les lignes d'action prioritaires sont la recherche-développement, la société de l'information, les infrastructures physiques et le soutien à l'amélioration des tissus productif.

DEMOGRAPHIE.

Les Asturies ont une superficie de 10.603, km² et sont divisées géographiquement en 78 conseils, subdivisés eux-mêmes en 857 paroisses, et regroupés dans 8 contrées. La densité de population est de 101,5 habitants au km².

Au 1^{er} janvier 2006 la population asturienne s'élevait à 1.076.896 habitants, chiffre qu'il faut corriger légèrement à la hausse pour l'année écoulée (261 habitants supplémentaires). Cette légère augmentation est à mettre au compte de l'arrivée d'étrangers dans la région, car le solde naturel a été négatif une année supplémentaire, de telle sorte que, durant la dernière décennie, les Asturies enregistrent une perte de population de 40 .735 habitants, sachant qu'en 1995 elle s'élevait à 1.117.370 habitants.

En tenant compte des différentes composantes déterminantes de la dynamique démographique de la population asturienne, il convient de souligner que cette dernière présente le taux de natalité le plus bas du territoire national (6,8 naissances pour 1000 hab.), le plus faible taux global de fécondité (277 naissances pour 1000 femmes de 15 à 49 ans), le nombre moyen d'enfants par femme le plus bas (0,9) également le plus bas d'Europe, ainsi que l'âge moyen de maternité des plus élevés (29,3 ans).

A ce bas niveau de natalité il faut ajouter le fort taux de mortalité de la population asturienne, le plus élevé d'Espagne (11,8 décès pour 1000 hab.).

La structure de la population asturienne est fortement caractérisée par son vieillissement. Les Asturies sont la communauté autonome présentant l'indice de vieillissement le plus élevé (225 adultes de 64 ans pour 100 jeunes de 15 ans), et une de celles qui connaissent le plus grand indice de dépendance, la tranche des 80 ans et plus, représentant 6,1% du total de la population.

La distribution territoriale de la population asturienne présente des déséquilibres, conséquence du processus de concentration qui s'est développé graduellement tout au long du siècle dernier. En 1900 17,2% de la population régionale vivait dans trois villes (Oviedo, Gijon, Aviles), alors qu'en 2006 ces municipalités concentrent 53% du total de la population.

Ce ralentissement démographique, ainsi que la perte de population des Asturies sont le résultat d'un moindre dynamisme économique de la région relativement aux autres communautés autonomes, d'autant qu'au solde naturel négatif il faut ajouter un important flux migratoire de jeunes vers d'autres provinces plus prospères en quête de meilleures opportunités d'emploi, ce qui jusqu'à présent n'a pas encore impacté la région. Corriger cette situation délicate exige l'adoption de mesures visant à la création d'emplois stables, à élargir l'accès au logement, à accroître les aides à la maternité, à favoriser la conciliation de la vie familiale et de la vie au travail...

Enfin les projections élaborées par l'Institut National des Statistiques (INE) chiffrent la population des Asturies autour d'un million d'habitants à l'horizon 2017 et montrent, y compris dans l'hypothèse la plus optimiste, une perte de population et une aggravation du vieillissement dans l'avenir.

POLITIQUE REGIONALE COMMUNAUTAIRE AUX ASTURIES ; FONDS STRUCTURELS.

L'entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne en 1986 agit comme un stimulateur des changements économiques qui devenaient indispensables pour moderniser la structure productive aux Asturies.

Dans le cas de notre Région, les aides reçues depuis l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique Européenne d'alors ont permis d'élaborer et de mettre en œuvre un vaste programme de réformes pour la croissance de l'activité économique en ce qui concerne l'amélioration des structures de base, le développement des systèmes de protection de l'environnement, la formation continue ou de la modernisation du tissu d'entreprises en même temps que se mettait en place un processus de reconversion des grands secteurs industriels qui structuraient en grande partie l'économie régionale jusqu'alors.

La programmation nationale des Fonds Structurels 2007-2013 qui se réalise en tenant compte des nécessités de la région, le Programme National des Réformes (P.N.R.) et les orientations Stratégiques Communautaires de la politique de cohésion se regroupent dans un ensemble d'actions à travers le Programme Opérationnel des Asturies 2007-2013 financé par des fonds FEDER, le Programme opérationnel Pluri-Régional du fond de cohésion FEDER, le Programme Opérationnel 2007-2013 et le Programme de développement rural des Asturies 2007-2013 financé par le FEADER.

A travers le Programme opérationnel de la Principauté des Asturies se sont articulées certaines stratégies de base pour le développement de l'économie régionale.

-L'amélioration des infrastructures physiques

-L'augmentation de la productivité et de la compétitivité de nos entreprises,

-Les politiques d'emploi-formation dans le cadre de l'égalité des chances et de l'insertion des femmes sur le marché du travail.

-Le développement et l'innovation technologiques.

Ces lignes stratégiques permettent l'amélioration de l'économie asturienne en vue d'entrer dans un processus de convergence non seulement avec l'ensemble de l'Europe, mais également avec le reste du pays.

Cependant il reste beaucoup à faire, et l'économie asturienne a encore besoin d'une forte impulsion pour permettre l'amélioration générale des conditions sociales et économiques, ce qui rend indispensable d'accentuer la culture de l'esprit d'entreprendre, d'abonder la dotation d'infrastructures de transports et d'équipements sociaux qui présentent encore des carences significatives, et d'améliorer les conditions environnementales.

L'appui des activités de recherche-développement et le développement de la société d'information seront de première importance dans cette impulsion, en vue d'accroître la compétitivité de l'économie régionale et de trouver de nouvelles voies de croissance économique écologiquement soutenable, et pour cela le temps nous est compté dès lors que notre région cessera d'être un objectif prioritaire et donc, qu'à partir de 2013, elle connaîtra une baisse considérable de ses ressources.